

Unité Départementale Aube - Haute-Marne CHAUMONT, le 29 décembre 2025

Nos réf. : SHM/JG/MI n° 25 - 362

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SA ENTREPRISE MORONI

Pâtis St Nicolas – La place Royale Sud

Les Echats – Les Prés

52100 PERTHES

Code AIOT : 0005701020

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 décembre 2025 dans l'établissement SA ENTREPRISE MORONI implanté Pâtis St Nicolas - La place Royale Sud - Les Echats - Les Prés, 52100 PERTHES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée afin de répondre à deux thématiques :

- le recollement partielle de la partie Sud de l'exploitation :

En effet, la visite réalisée le 22 décembre 2025, ainsi que les documents transmis le 14 mars 2023, des constats effectués lors de la visite d'inspection du 7 juillet 2023, du dossier de déclaration de fin de travaux partielle reçu le 7 août 2023 et compte tenu de l'ATTES SECUR (23.022/G.A.R.01.1) et de l'ATTES MEMOIRE (23.022/G.A.R.02.1), reçues le 27 septembre 2023, il apparaît désormais que la cessation d'activité partielle de la partie sud a été menée conformément aux dispositions des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-4 du code de l'environnement.

- d'instruire la réponse de l'exploitant eu égard à l'arrêté de mise en demeure n°52_2024_06_00171 du 13 juin 2024 demandant à l'exploitant de démontrer par une étude hydrogéologique qu'il n'existait pas de risque de submersion des bâtiments voisins.

Ce document a été transmis à l'inspection en juillet 2025, dont les conclusions seront développées ci-après, le rapport de visite du 22 décembre 2025. Cette instruction fera suite à la visite du site du 22 décembre 2025, et annexée au présent rapport.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA ENTREPRISE MORONI
- Pâtis St Nicolas - La place Royale Sud - Les Echats - Les Prés - 52100 PERTHES
- Code AIOT : 0005701020
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les carrières MORONI possèdent cette carrière alluvionnaire, qui est autorisée par l'Arrêté Préfectoral du 30 avril 2009 pour une durée de 25 ans.

D'une superficie de 92 ha 35 a79ca, elle porte sur un ensemble de parcelles regroupées en deux secteurs situées aux abords de la RN4, sur la commune de PERTHES. Les carrières MORONI font désormais partie du Groupe HEIDELBERG Materials France.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garantie financière et remise en état	Arrêté Préfectoral du 30/04/2009, article 11.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que la plantation avait été réalisée postérieurement à la visite initiale, permettant de libérer l'exploitant de ses responsabilités en matière de police des carrières sur la partie sud du site, mais également que le risque submersions, notamment en période de hautes eaux n'était pas avéré.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garantie financière et remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2009, article 11.2
Thème(s) : Autre, remise en état
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter, la remise en état du site affecté par l'exploitation doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation et l'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 2 ans au moins avant l'échéance de l'autorisation.

Constats :

Le jour de la visite, il a bien été constaté que la plantation qui n'avait pas été réalisée lors de la visite du 7 juillet 2023, est désormais bien présente sur le site.

La visite a également permis de constater qu'il n'y avait également pas de problème d'inondations des bâtiments riverains au site, le jour de la visite.

L'exploitant devra toutefois transmettre rapidement à Madame la Préfète de Haute-Marne, les garanties financières relatives à la nouvelle surface en exploitation, pour la partie située au Nord de la RN 4.

Type de suites proposées : Sans suite

1. Présentation du site et instruction du rapport d'hydrogéologue en réponse à la mise en demeure susvisée :

1.1 Présentation du site concerné

La société SA MORONI a récemment été rachetée par le groupe Heidelberg Materials ; elle est régulièrement autorisée à exploiter une carrière située sur la commune de PERTHES.

En décembre 2023, un signalement est à parvenu à Madame la Préfète de Haute-Marne, faisant référence à de potentiels risques de submersion de la propriété riveraine. La zone concernée par ces interrogations, est un silo de stockage de grain.

1.2 Contexte administratif

La société SA MORONI est régulièrement autorisée à exploiter une carrière située sur la commune de PERTHES par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 1533 du 30 avril 2009. Le site comporte deux carrières, traversées par la Route Nationale 4. La carrière objet de la problématique se situe au Sud de la RN4, au lieu dit "La Place Royale Sud".

Suite à un signalement du propriétaire riverain, craignant un risque de submersion de ces installations et plus particulièrement un silo de stockage de grain, Madame la Préfète de Haute Marne a demandé par voie d'arrêté préfectoral n° 52_2024_06_00171 du 13 juin 2024 de vérifier la compatibilité de la remise en état actuelle de sa carrière avec le risque de submersion des bâtiments voisins, par une étude hydrogéologique.

2. Éléments d'appréciation fournis par l'exploitant

L'exploitant a fourni à l'inspection, en juillet 2025, l'étude demandée.

Cette étude conclut que les résultats de l'analyse statistique effectuée sur 58 ans de mesures piézométriques montrent que le silo ne peut pas être inondé par remontée de nappe, même en configuration de Niveau de Plus Hautes Eaux à fréquence de retour centennale. Dans le cas d'une crue centennale, le niveau statique serait encore 39 cm sous la côte du silo à 125.26 m NGF.

Ce résultat a été obtenu par une approche statistique avec un échantillon de taille conséquente (10 386 valeurs enregistrées sur une période de 58 ans, de 1967 à 2025).

4. Analyse du projet par l'inspection

L'analyse transmise par l'exploitant correspond aux attentes de l'inspection. Elle indique que le silo, objet des craintes du propriétaire riverain, même avec des configurations de crues centennales serait encore sous les côtes de niveau inférieur au site.

Ce rapport n'appelle donc pas de remarque de l'inspection.

En conclusion, la mise en demeure sus mentionnée peut être levée.

Il est proposé à Madame la Préfète de Haute-Marne de lever la précédente mise en demeure, par lettre préfectorale.

*